

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Edition du 6 février 2025

LE CHIFFRE À RETENIR

de +2,1 % à +2,8 %

Fourchette des prévisions de croissance dans les pays de la zone en 2025

(2,1 % EL ; 2,5 % BG, RO, MLD et 2,8 % CY)

Bulgarie : Hausse annuelle de la dette extérieure brute de 3,9 Mds EUR fin novembre 2024 // Révision à la baisse de la prévision de croissance du PIB par la Banque centrale pour 2025 à 2,5 % // Retrait du marché envisagé par la société pétrolière NIS // Dégradation de l'état financier de Bulgargaz // Projet d'investissement de 244 M€ dans la connectivité 5G

Chypre : Le taux d'inflation en janvier s'est élevé à 3 % en g.a. // En décembre 2024, le taux de chômage est resté stable à 4,5 % // En 2023, Chypre a enregistré le niveau le plus élevé de prêts non performants des administrations publiques de l'UE // Les activités d'exploration dans les blocs 2, 3 et 9 de la ZEE) ont pris fin.

Grèce : Selon le FMI, les perspectives économiques à court terme de la Grèce restent favorables // En décembre 2024, le taux de chômage (corrigé des variations saisonnières) s'est établi à 9,4 % // Baisse annuelle des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) de 4,3 % en 2022 // Baisse annuelle de 3,3 % de la consommation totale de produits pétroliers en 2023.

Moldavie : Résultats préliminaires du recensement de la population en 2024. // La Commission européenne annonce un nouveau soutien financier pour répondre à la crise énergétique en Moldavie.

Roumanie : Le budget 2025 prévoit un déficit de 7,04 % du PIB. // Le ministère des Finances lance la première émission d'obligations Fidelis de 2025. // Création de la coentreprise GECO Power dans le cadre du développement du Corridor vert // Orange Roumanie signe un accord d'achat d'électricité verte avec ENGIE. // Six nouveaux contrats signés pour la modernisation de systèmes de chauffage urbain. // Premier Energy restructure ses activités en Roumanie

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Hausse annuelle de la dette extérieure brute de 3,9 Mds EUR fin novembre 2024

Selon [les données](#) préliminaires de la Banque nationale de Bulgarie, la dette extérieure brute du pays a augmenté de 8,8 % en g.a. (3,9 Mds EUR) pour atteindre 47,7 Mds EUR fin novembre 2024, soit 46,6 % du PIB contre 46,3 % un an plus tôt. Cette hausse annuelle est due à l'accroissement de la dette extérieure du secteur public de 2,3 Mds EUR et de celle du secteur privé de 1,6 Md EUR. La dette extérieure à long terme a augmenté de 8,8 % en g.a. pour s'élever à 39,6 Mds EUR et celle à court terme s'est accrue de 9,1 % en g.a. à 8,1 Mds EUR.

Révision à la baisse de la prévision de croissance du PIB par la Banque centrale pour 2025 à 2,5 %

La [Banque centrale de Bulgarie](#) a abaissé sa prévision de croissance du PIB pour 2025 à 2,5 %, contre 2,7 % précédemment (en novembre 2024). Cette baisse de 0,2 pp s'explique par une croissance moins élevée que celle prévue précédemment de la consommation privée, de la formation brute de capital fixe et des exportations. La consommation privée augmenterait alors de 3,7 % en 2025, la formation brute de capital fixe de 7,6 % et les exportations de 2,9 %. L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisée en moyenne annuelle, s'accélérationnerait à 3,3 % en 2025, contre 2,6 % en 2024, sous l'effet d'une hausse des prix des produits alimentaires, de l'eau, de l'électricité pour les ménages, etc.

Actualités sectorielles

Retrait du marché envisagé par la société pétrolière NIS

Selon [le rapport](#) du quatrième trimestre 2024 de la compagnie pétrolière serbe NIS, propriété de Gazprom, envisage la possibilité de se retirer de Bulgarie et de Roumanie en explorant des différentes options telles que la vente d'actifs, des fermetures ou d'autres mécanismes de sortie. En Bulgarie NIS gère le réseau des 23 stations-service, détenant une part de 2,3 % du marché des carburants.

Dégradation de l'état financier de Bulgargaz

Le fournisseur national de gaz naturel Bulgargaz annonce une perte de 187 M BGN (95,6 M€) au 30 septembre 2024 et des capitaux propres négatifs de 61,7 M BGN (31,5 M€). Bulgargaz enregistre une baisse des recettes en g.a. de 47 % s'expliquant par celle des quantités de gaz naturel vendues (-32,5 % en g.a.). Les principaux clients de Bulgargaz sont les sociétés du secteur de l'énergie. Dans son [rapport financier](#), le fournisseur gazier mentionne des retards de paiement de la dette de la société de chauffage de la capitale Toplofikacia Sofia envers Bulgargaz, dont le montant au 30 septembre 2024 est de 829 M BGN (+5,8 % par rapport à la fin décembre 2023).

Projet d'investissement de 244 M€ dans la connectivité 5G

Le Vice-Premier ministre Grozdan Karadjov [a annoncé](#) des investissements prévus de 478 M BGN (244 M€) dans la connectivité 5G du pays d'ici juin 2025 en soulignant leur importance pour l'inclusion numérique de près de 350 000 Bulgares. D'après le rapport de l'UE sur l'état d'avancement de la décennie numérique en 2024, la couverture 5G en Bulgarie reste inférieure à la moyenne de l'UE. En revanche, la connectivité fixe est

bien développée (part des ménages ayant accès à des lignes de fibre optique de 88,6 % contre une moyenne de l'UE de 64 % pour l'UE).

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Le taux d'inflation de Chypre en janvier s'est élevé à 3 % en g.a., contre 3,1% en décembre 2024 et contre 2,5 % dans la zone euro. (Source : [Eurostat](#))

En décembre 2024, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de Chypre est resté stable à 4,5 %, contre 6,3 % pour la zone euro et contre 5,5 % il y a un an. Le chômage des jeunes (moins de 25 ans) est également resté inchangé à 11,9 %, tandis que les femmes sont en meilleure place (4,1 %) que les hommes (5 %). (Source : [Eurostat](#))

En 2023, Chypre a enregistré le niveau le plus élevé de prêts non performants des administrations publiques de l'UE. Chypre était le pays avec le stock le plus élevé de prêts non performants (actifs) des administrations publiques, à 11,8 % du PIB et l'un des passifs les plus faibles des sociétés publiques (8,4 % du PIB). Le taux global de garanties gouvernementales enregistrées représentait 2,9 % du PIB contre 3,1 % du PIB en 2022. (Source : [Eurostat](#))

Actualités sectorielles

Les activités d'exploration dans les blocs 2, 3 et 9 de la zone économique exclusive (ZEE) de Chypre ont pris fin après l'expiration des licences sans renouvellement. Le ministre de l'Énergie Papanastasiou a confirmé que les recherches n'avaient pas permis d'identifier des gisements de gaz naturel commercialement viables dans ces zones. Le développement implique que Kogas, qui détenait 20 % des droits dans les trois blocs, quitte la ZEE de Chypre. L'italien Eni, qui dirigeait le consortium, poursuivra ses opérations dans les blocs 6, 7, 8 et 11 en partenariat avec le français Total, contre sept blocs auparavant. Les licences, initialement accordées en 2013 à Eni Cyprus Limited et Kogas Cyprus Limited, avec l'adhésion ultérieure de Total E&P Cyprus BV, comprenaient des études sismiques 2D et 3D approfondies. (Source : in-cyprus.philenews.com)

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

Selon le FMI, les perspectives économiques à court terme de la Grèce restent favorables, tandis que les risques pesant sur les perspectives de croissance sont équilibrés. Le PIB réel poursuivra sa forte expansion après avoir progressé de 2,3 % (en g.a.) au cours des trois premiers trimestres de 2024, tandis qu'il devrait rester élevée à 2,1 % en 2025, avant de ralentir à moyen terme. L'investissement constitue un moteur essentiel, soutenu par les projets financés par la FRR. Davantage d'efforts sont nécessaires pour la transition verte et numérique, ainsi que pour remédier au faible niveau d'investissement global, les perspectives démographiques défavorables et la faible croissance de la productivité.

Les finances publiques se sont encore améliorées, le ratio dette publique/PIB ayant diminué de plus de 50 pp par rapport à son pic de 2020, dans un contexte de consolidation budgétaire continue soutenue par de solides progrès dans la réduction de l'évasion fiscale. L'excédent primaire devrait rester élevé à environ 2,5 % du PIB en 2025, car la baisse des recettes due à une baisse supplémentaire des cotisations de sécurité sociale devrait être largement compensée par les gains de recettes provenant de la réduction de l'évasion fiscale. Les autorités devraient également envisager de renforcer le soutien aux dépenses sociales essentielles, telles que les soins de santé et l'éducation, en ciblant davantage les populations vulnérables afin de promouvoir une croissance inclusive.

Quant au système bancaire, la qualité des actifs s'est encore améliorée, le ratio de prêts non performants ayant chuté à environ 3 % au T3-2024, les banques ayant maintenu des bénéfices élevés et renforcé l'adéquation des fonds propres. La surveillance des risques de crédit par les banques devrait être encore renforcée, tout en améliorant l'adéquation et la qualité des fonds propres. (Source : [FMI](#))

En décembre 2024, le taux de chômage (corrigé des variations saisonnières) s'est établi à 9,4 %,

contre 10,4 % en décembre 2023. Les personnes employées ont enregistré une hausse annuelle marginale de 0,8 %, les chômeurs ont diminué de 9,9 % et les personnes hors population active ont diminué marginalement de 0,4 %. Les femmes continuent d'être davantage touchées par le chômage (11,3 %) que les hommes (8 %), tout comme les jeunes de 15 à 24 ans (21 %) plus que les personnes de 25 à 74 ans (8,9 %). Ainsi, il en est déduit que le taux de chômage de 2024 s'est établi à 10 %, contre 11,1 % en 2023. (Source : [ELSTAT](#))

Actualités sectorielles

Baisse annuelle des émissions de dioxyde de carbone (CO2) de 4,3 % en 2022.

Les émissions CO2 en 2022 se sont élevées à 67 144,0 milliers de tonnes, en baisse de 4,3 % par rapport à 2021, principalement en raison de la baisse des émissions du secteur « Transport et Stockage ». Le secteur « Production d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » a contribué le plus significativement aux émissions de CO2 avec un pourcentage de 28,7 % des émissions totales de CO2 pour l'année 2022, suivi par l'industrie manufacturière (24,5 %), le transport et stockage (23,5 %) et les ménages (18,6 %). Il convient de noter que, sur les dix dernières années (2013 – 2022), les émissions de CO2 de la Grèce ont chuté de 24,1 %. (Source : [ELSTAT](#))

Baisse annuelle de 3,3 % de la consommation totale de produits pétroliers en 2023

avec une quantité consommée établie à 6 837 722 tonnes métriques. En détail, une augmentation de la consommation annuelle est enregistrée en matière d'essence super sans plomb 98/100 (+16,8 %), de fioul à faible teneur en soufre (+2,7 %), de gazole (+2,1 %), de GPL (+2 %) et d'essence sans plomb (+1,9 %). En revanche, une baisse de la consommation annuelle de 32,9 % pour le fioul de chauffage et de 13,6 % pour le fioul à haute teneur en soufre est constatée. Les régions où la consommation est la plus élevée sont l'Attique et la Macédoine centrale, tandis que la consommation la plus faible est observée dans les îles Ioniennes et l'Égée du Nord. (Source : [ELSTAT](#))

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

Résultats préliminaires du recensement de la population en 2024.

La population de la République de Moldavie s'élevait à 2 401 200 personnes en 2024, en baisse de -13,9 % depuis le dernier recensement de 2014. La part de la population urbaine est de 46,4 % (+7,9 pp), et un tiers de la population vit dans la municipalité de Chisinau (contre un cinquième en 2014). (Source : [Bureau national de statistique](#)).

Actualités sectorielles

La Commission européenne annonce un nouveau soutien financier pour répondre à la crise énergétique en Moldavie.

Parmi les mesures, une enveloppe de 100 M € sera allouée d'ici fin avril pour compenser la hausse des prix de l'énergie sur la rive droite du Dniestr, ciblant en priorité les établissements publics (écoles et hôpitaux), les ménages les plus exposés et les entreprises dans les secteurs agroalimentaire et manufacturier. (Source : [Commission européenne](#)).

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

Le budget 2025 prévoit un déficit de 7,04 % du PIB. Le budget 2025 repose sur une hypothèse de croissance de 2,5% (après 1,4% en 2024) et une hausse des recettes fiscales, à 34,9% du PIB soit un supplément de 18 Mds EUR par rapport à 2024. Le déficit s'établirait à 7,04% du PIB en 2025, après 8,65% du PIB en 2024 contre une prévision initiale à 5,4%. (Source : [ministère des Finances](#))

Le ministère des Finances lance la première émission d'obligations Fidelis de 2025.

Les titres seront libellés en lei et en euro, avec des durées comprises entre un an et sept ans, et des taux d'intérêt allant jusqu'à 6,25 % en EUR et 7,95 % en RON. Pour rappel, les obligations Fidelis sont accessibles aux investisseurs particuliers et bénéficient d'une exonération d'impôt sur la plus-value réalisée. (Source : [Ziarul Bursa](#))

Actualités sectorielles

Création de la coentreprise GEKO Power dans le cadre du développement du Corridor vert.

Transelectrica a immatriculé auprès du registre du commerce roumain la société GEKO Power Company, une coentreprise formée avec JSC Georgian State Electrosystem, AzerEnerji et MVM Energy pour le développement d'un câble sous-marin en mer Noire reliant les côtes roumaines et géorgiennes, destiné à acheminer en Europe de l'électricité verte produite dans le Caucase sud. (Source : [AGERPRES](#))

Orange Roumanie signe un accord d'achat d'électricité verte avec ENGIE.

Orange Roumanie a conclu un accord d'achat vPPA (virtual Power Purchase Agreement) de 10 ans avec ENGIE Roumanie, couvrant 40 GWh de sa consommation annuelle à partir d'un parc éolien exploité par ENGIE. (Source : [BURSA.RO](#))

Six nouveaux contrats signés pour la modernisation de systèmes de chauffage urbain.

Le ministère de l'Énergie a signé six contrats de financement d'une valeur totale de 175,3 M EUR, avec un soutien de 104,9 M EUR du Fonds de modernisation. Ces projets visent la réhabilitation des réseaux de chauffage urbain à Ploiești, Cluj-Napoca, Oradea et Sânmartin dans le cadre du programme « clé 5 »,

dédié à la cogénération et à la modernisation des infrastructures de chauffage.
(Source : BURSA.RO)

Premier Energy restructure ses activités en Roumanie. Premier Energy a séparé ses activités de fourniture et de distribution de gaz naturel, conformément aux normes européennes. Dès février, Premier Energy gérera l'approvisionnement, tandis que NeoGas Grid, troisième acteur du marché, exploitera un réseau de 4 000 km, en expansion de 400 km/an. (Source : ECONOMEDIA)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtresor.gouv.fr